



Lettre ouverte au directeur général

Aucune répression syndicale à l’Insee, vraiment ?

Le mardi 29 avril un agent, syndicaliste SUD de la DG, a été sanctionné d’une exclusion temporaire de six mois (dont trois avec sursis), malgré l’opposition des représentant·e·s du personnel. Cette sanction intervient après plus de quatre mois d’une suspension sans recours possible alors que l’agent était déjà placardisé et sans mission.

L’agent sanctionné nous a montré son dossier : un des motifs pris en compte par la direction pour donner cette sanction est qu’il aurait distribué un article à “caractère politique”...“comportant des propos critiques à l’encontre de la politique de l’Insee en matière de recensement”. L’article “politique” en question est [une tribune signée par Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, et Patrick Baudouin, président de la Ligue des droits de l’Homme](#), sur les nouvelles questions dans le bulletin individuel du recensement en mars 2024.

Pourtant, alors que, en tant que DG, le 20 mars lors d’une rencontre avec l’intersyndicale, vous nous avez assuré qu’il n’y avait pas de discrimination syndicale possible à l’Insee, nous constatons l’inverse par les faits.

Vous n’avez pas siégé à la Commission Administrative Paritaire du 29 avril dont vous êtes pourtant le Président, et vous n’avez visiblement pas estimé nécessaire de vous assurer de l’effectivité de vos paroles.

Mais c’est un fait, vos paroles ne sont définitivement pas dignes de confiance.

Dans le contexte actuel où la circulation d’informations mensongères gangrène la société, l’Insee doit être un pilier de référence pour des données fiables.

Si les citoyennes et citoyens peuvent mettre leur confiance dans l’Insee pour fournir des données fiables et de qualité, c’est entre autres, car leur construction repose sur un débat public, ce qui leur garantit une certaine transparence...

Il est donc indispensable que les données et les études de l’Insee puissent être débattues et critiquées, y compris par les agents de l’Insee.

Nous dénonçons la tournure répressive de votre action qui vise à faire taire et à sanctionner les collègues et les syndicalistes qui portent des expressions critiques y compris quand il s’agit de réfléchir et débattre sur l’exercice de nos missions.

Nous déplorons l’incertitude que vous donnez à l’institut au moment du changement de DG.

Les syndicats nationaux CGT et SUD de l’Insee